

Mairie d'HOUPPEVILLE
Rue Jean Jaurès
Tel : 02.35.59.12.24
Fax. : 02.35.59.96.53
Mail mairie-houpeville@orange.fr

MAPA 2016-

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ont pour objet de définir les prestations d'entretien des espaces verts situés sur le territoire de la Commune de Houpeville.

Le présent marché consistant dans l'exécution de prestations similaires, il n'est pas procédé à la constitution de lots.

Les surfaces mentionnées dans les documents afférents au dossier de consultation sont données à titre indicatif. Les candidats ayant la possibilité de procéder à la reconnaissance des sites dans le cadre de la consultation, le prestataire ne pourra élever aucune contestation sur cette base.

ARTICLE 2 : ORGANISATION ET SÉCURISATION DES CHANTIERS

Les prescriptions afférentes à la sécurisation et à la signalisation des travaux sont applicables dès le début d'exécution des prestations, elles sont à la charge exclusive du prestataire. Elles ont pour objectif d'assurer la sécurité des biens et des personnes et de limiter les gênes.

2.1 : Réunion préalable de cadrage et calendrier des interventions

Suite à l'attribution du marché, une réunion de cadrage sera organisée pour définir les modalités d'entretien des espaces verts et pour remettre le catalogue des plans de gestion différenciée de chacun des sites au prestataire. A cette occasion, une visite préalable des sites sera organisée pour préciser la nature et l'étendue des prestations.

Des dispositions précises concernant la réalisation des prestations seront arrêtées :

- Implantation exacte de l'emprise des prestations
- Précisions sur les accès aux sites
- Définition des modalités d'exécution des prestations et des moyens à mettre en œuvre
- Modalités afférentes à la sécurité lors de la réalisation des prestations sur la base du plan de prévention
- Information sur les demandes d'arrêtés pour la réalisation des travaux à proximité des voiries

A l'issue de cette réunion et dans un délai de 5 jours ouvrés, le prestataire transmettra à la Commune un calendrier précisant les dates d'exécution des prestations annuelles en se conformant sur le programme d'intervention figurant sur les plans de gestion. Ce calendrier pourra être amendé par la Commune.

Dans un délai de 30 jours avant la date anniversaire de la notification du marché, le prestataire transmettra à la Commune un calendrier prévisionnel des prestations. Ce dernier sera si besoin, dans un délai de 15 jours à compter de sa réception, amendé par la Commune puis transmis au prestataire avec si besoin les nouveaux plans de gestion et les cartes en cas de modification.

2.2 : Sécurité et hygiène

Le prestataire, qui est le seul responsable de l'organisation du chantier en ce qui concerne les règles de sécurité et d'hygiène, aura à sa charge de respecter :

- La réglementation en matière d'hygiène et de sécurité
- La réglementation afférente au Code de la Route et au Code du Travail
- Les dispositions du plan de prévention qui lui sera remis par la Commune

Le prestataire prendra également toutes les dispositions de sécurité nécessaires vis-à-vis des équipements et des produits dangereux stockés sur le chantier. Le prestataire devra disposer des éléments de premier secours en cas d'accident.

Dans le cas où les règles de sécurité ne seraient pas respectées ou en présence de mesures insuffisantes à protéger les salariés, les tiers et les biens, la Commune se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, d'arrêter immédiatement les travaux jusqu'à ce que le prestataire mette le chantier en conformité avec les consignes de sécurité. En cas de refus ou de non exécution dans un délai raisonnable, la Commune prendra, aux frais exclusifs du prestataire, toutes les mesures nécessaires à assurer la sécurité des biens et des personnes. L'intervention de la Commune ne dégagera pas le prestataire de ses responsabilités et ce dernier ne pourra invoquer cette intervention pour prétendre à une indemnité ou à un délai supplémentaire.

2.3 : Plan de prévention

Le candidat, dans le cadre de la consultation, devra fournir tous les éléments nécessaires à l'établissement d'un plan de prévention.

Le prestataire devra se conformer aux prescriptions du plan de prévention lors de l'exécution des prestations et prévoir dans son offre la mise en œuvre des mesures et du matériel nécessaires pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier.

Le représentant de la Commune est habilité à contrôler le respect des dispositions afférentes à la sécurité et à l'hygiène des personnes intervenant sur les chantiers.

2.4 : Équipements de protection individuelle (EPI)

Le personnel du prestataire doit avoir bénéficié de l'ensemble des formations nécessaires à l'exécution des prestations et être titulaire des autorisations administratives adaptées (permis de conduire, CACES etc.).

Avant chaque intervention, le personnel du prestataire devra revêtir les équipements individuels de protection adaptés à l'exécution des prestations et conformes aux normes en vigueur (liste non exhaustive) :

- Vêtement de travail, de débroussaillage ou de tronçonnage
- Équipement rétro réfléchissant
- Chaussures ou bottes de sécurité
- Gants adaptés aux prestations
- Casque à visière et casque antibruit de débroussaillage ou de tronçonnage

Les machines utilisées devront se conformer à la réglementation en vigueur.

Les équipements nécessaires à l'exécution des prestations devront, lors de chaque déplacement hors des zones de travail, être stoppés.

2.5 : Signalisation et accès aux chantiers

Pour accéder aux sites, le prestataire utilisera les chemins et voiries publiques existantes dans le cadre des règlements en vigueur.

La signalisation des chantiers est sous la responsabilité et à la charge exclusive du prestataire. Le prestataire devra se conformer notamment à l'arrêté ministériel du 11 février 2008 relatif à la signalisation des routes, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, et, aux prescriptions qui lui seront données par le responsable du Service Technique de la Commune ou son représentant.

Le minimum de gêne sera apporté aussi bien à la circulation sur la voie publique qu'aux propriétés riveraines des chantiers.

Pendant l'exécution des prestations, l'accès au chantier est interdit à toute personne non autorisée. Cette mesure doit être signalée par l'entrepreneur à l'aide d'une signalisation spécifique.

S'agissant des chantiers fixes sur la voirie publique - chantier qui ne subit aucun déplacement pendant au moins une demi-journée . il devra être, sous réserve d'une éventuelle modification de la réglementation, utilisé la signalisation minimale suivante :

- Signalisation d'approche ; panneaux AK5, AK3 + B3 et le panneau mobile rappelant la limitation de la vitesse sur la voirie ou la limitant au maximum à 50Km/H
- Signalisation de position : panneaux K8, K5a ou K5b ou K5c
- Signalisation de fin de prescription : B31

Les signalisations d'approche et de fin de prescription devront être présentes dans les deux sens de la circulation.

S'agissant des chantiers mobiles . chantier qui progresse de façon continue à une vitesse pouvant varier de quelques centaines de mètres à plusieurs dizaines de kilomètres/heure . il sera, outre la présence de panneaux (AK 5 trflash), nécessaire de signaler le chantier par un véhicule doté d'un gyrophare orange.

Les éventuels arrêtés d'autorisation d'intervention sur la voirie publique devront être en possession des agents intervenants sur le chantier.

2.7 : Conservation des ouvrages existants

Le prestataire prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux biens de toute sorte (bâtiments, véhicules, voiries etc) pendant l'exécution des prestations.

Le prestataire ne pourra en aucun cas se prévaloir de la méconnaissance des lieux (ouvrages, conduites enterrées, accès aux sites etc) pour présenter des réclamations en cas de dommages.

En cas de besoin, le prestataire prendra contact avec les propriétaires riverains des sites et les concessionnaires des réseaux afin de prendre les dispositions nécessaires pour protéger son personnel, les ouvrages et les riverains.

Toute dégradation des ouvrages, des voies de circulation, des réseaux etc dues aux engins ou aux prestations feront l'objet, dans les meilleurs délais, d'une remise en état par le prestataire.

ARTICLE 3 : NETTOYAGE ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Au fur et à mesure de l'exécution des prestations, le prestataire devra procéder à ses frais au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition pour l'exécution des prestations (place de stationnement etc).

Le prestataire assurera, dans les meilleurs délais, le nettoyage des salissures, terres et débris résultant de ces travaux et se trouvant sur la voirie.

Il sera également procédé à la fin de chaque chantier à un nettoyage du site (enlèvement des produits de coupe etc) afin que ce dernier soit laissé en parfait état de propreté. En cas de prestation à proximité d'ouvrages hydrauliques, le prestataire devra procéder à l'évacuation immédiate des déchets.

ARTICLE 4 : DÉLAI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 : Délai d'exécution des prestations

Pour les prestations annuelles, les dates d'intervention sont fixées dans le calendrier sur la base des programmes d'entretiens figurant dans les plans de gestion différenciée.

Pour les prestations occasionnelles, le délai d'exécution des prestations courra à compter de la date de transmission par fax du bon de commande et sera de 8 jours ouvrés sauf stipulation contraire figurant dans le bon de commande. En tout état de cause, le délai ne pourra pas être inférieur à 8 jours et le prestataire disposera d'un délai de 2 jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler par écrit ses observations.

4.2 : Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 19 du Cahier des Clauses Administratives Générales-pour les Marchés Publics de Travaux, dans le cas d'intempérie (article L. 5424-8 du Code du Travail) ou en cas de force majeure, il sera procédé à l'arrêt des prestations. Par conséquent, le délai d'exécution sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels dépassera les intensités listées ci-dessous :

| <i>Nature du phénomène naturel</i> | <i>Intensité limite</i> |
|------------------------------------|-------------------------|
| Gel | Inférieur à 2° C |
| Précipitations (pluies) | 30 mm sur 24H |

Pour déterminer l'intensité, il sera pris en compte les relevés météorologiques de la station Rouen-Boos consultables sur le site www.infoclimat.fr

Dès l'arrêt des prestations, le titulaire devra en informer immédiatement la Commune par mail (mairie-houpeville@orange.fr) ou par fax (02.35.59.96.53).

En outre, la Commune pourra ordonner l'arrêt ou la non-exécution des prestations si elle juge que les conditions ne sont pas compatibles avec une bonne exécution. Le prestataire dans ce cadre ne pourra prétendre à aucune indemnisation en se prévalant de cette décision.

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le prestataire est tenu à une obligation de résultat.

Les surfaces et linéaires figurant dans le dossier de consultation le sont à titre purement indicatif. Le prestataire est réputé s'être assuré de leur exactitude et avoir pris connaissance des différents sites et de leurs contraintes avant la remise de son offre. Il ne peut en aucun cas se prévaloir de l'inexactitude de ces derniers ou d'une méconnaissance pour obtenir la modification de son offre de prix ou une quelconque indemnisation.

5.1 : Principes généraux

Les prestations ne doivent entraîner aucune modification ni dans l'aspect esthétique, ni dans les caractéristiques techniques, ni dans la nature des espaces verts. La configuration initiale, les tracés en plan et en élévation doivent être respectés.

Les interventions sur les haies dans le cadre des interventions ponctuelles ne doivent pas entraîner de modifications dans les qualités techniques et physiologiques ainsi que dans l'aspect esthétique.

Le matériel et les techniques employées devront être adaptés aux sites et aux contraintes d'accès et de pentes. Les zones inaccessibles à la tondeuse ou aux engins mécaniques sont tondues manuellement ou avec tout matériel adapté pour obtenir la même hauteur uniforme de coupe.

Avant tout commencement d'exécution, il sera procédé à l'enlèvement des déchets (plastiques, cartons, verres etc.) et objets (cailloux, bois mort etc.). A la fin d'exécution, il sera procédé aux abords

des sites à l'enlèvement des herbes projetées sur les aires non engazonnées. Ces prestations sont incluses dans les prix du marché.

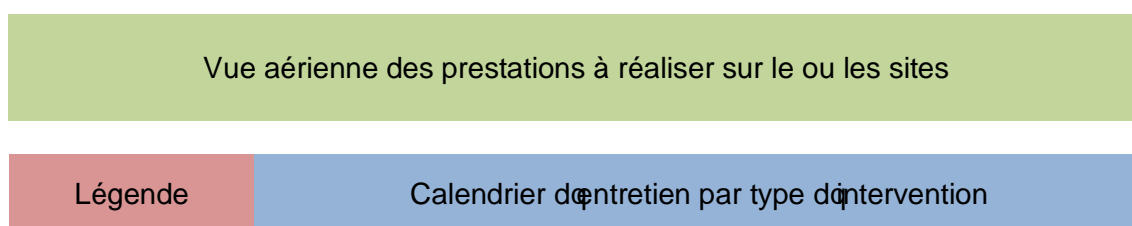
Tous les produits de fauche devront être évacués sauf en cas de réalisation des prestations par des engins mécaniques broyeurs.

Les prestations devant se dérouler à l'intérieur des écoles seront effectuées en dehors des périodes scolaires. Au regard du planning actuel, le créneau horaire affecté aux prestations sera le mercredi après-midi.

5.2 : Mise en Œuvre de la gestion différenciée par le biais des plans de gestion

La commune étant engagée dans une gestion différenciée de ses espaces publics, les modalités d'entretien d'une partie des espaces verts ont été traduites dans des plans de gestion cartographiques. Ces plans figurent en annexe du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Chacun des plans est construit de la façon suivante :



Au stade de la consultation, ces plans n'ont qu'une valeur indicative et pourront être modifiés suite à la réunion préalable de cadrage.

Lors de l'exécution des prestations, les intervenants devront être en possession des plans de gestion étant donné que le type d'intervention, les périodes de chaque intervention ainsi que les surfaces concernées par les différentes pratiques sont synthétisés sur ces documents.

5.3 : Fauchage mécaniques avec ramassage des produits de coupe

Le prix comprend le fauchage des espaces herbeux par tous moyens appropriés (tondeuse rotative, gyrobroyeur, microtacteur équipé d'une barre de coupe, motofaucheuse, faucheuse andaineuse tractée, etc.). La fauche se fera de manière centrifuge du milieu vers l'extérieur de la parcelle et la hauteur de coupe est fixée à 7 cm minimum. Les produits de fauche seront ramassés et exportés du site entretenu. Les finitions des pieds de panneaux, d'arbres, talus et bords de clôture seront effectuées au rotofil.

5.4 : Fauchage manuel avec ramassage des produits de coupe

Le prix comprend le fauchage des espaces herbeux par tous moyens manuels appropriés (débroussailluse portable à lame rotative, rotofil, réciprocatrice, etc.). La fauche se fera de manière centrifuge du milieu vers l'extérieur de la parcelle et la hauteur de coupe sera fixée à 7 cm minimum. Les produits de fauche seront ramassés et exportés du site entretenu. Les finitions des pieds de panneaux, d'arbres, talus et bords de clôture seront effectuées au rotofil.

5.5 : Tonte avec ramassage des produits de coupe

Le prix comprend la tonte à la tondeuse tractée ou autoportée des surfaces engazonnées plates ou pentues. La hauteur de tonte minimale sera fixée à 5 ou 6 cm, c'est-à-dire que l'herbe, après la coupe, ne devra pas mesurer moins de 5 cm. Les produits de tonte seront ramassés et exportés du site entretenu. Les finitions au niveau des pieds de panneaux, des arbres, talus et bords de clôture seront effectuées au rotofil.

5.6 : Tonte mulching pour les terrains de football

La 1^{ère} tonte et la dernière tonte de la saison ne devront pas être réalisées en mulching mais en tonte traditionnelle avec ramassage des produits de coupe.

Le prix comprend la tonte par engins équipés d'un kit broyeur pour une tonte mulching. L'herbe coupée ne pourra être restituée au sol que sous forme de fine poussière et la hauteur de coupe sera entre 4 cm minimum à 8 cm maximum. En l'absence de jeu (période estivale généralement du 15 juin au 15 août) la hauteur de coupe sera maintenue aux environs de 10 cm. Le prestataire devra tondre en alternance, une fois longitudinalement et la fois d'après transversalement.

Dans le cas où cette pratique de tonte mulching entraînerait une accélération trop rapide de la pousse du gazon, la Commune se réserve le droit de solliciter périodiquement une tonte traditionnelle avec ramassage des produits de coupe.

5.7 : Fauchage avec épareuse ou équipement équivalent

Le prix comprend le fauchage par engin mécanique de type épareuse. Afin de ne pas trop abimer la végétation, le prestataire prendra soin de ne pas racler le sol. La végétation ne devra pas mesurer moins de 5cm une fois fauchée.

5.8 : Débroussaillage manuel (débroussailleuse portée)

Le prix comprend la coupe à la débroussailleuse portée des broussailles, ronces, chardons et autres espèces indésirables.

5.9 : Taille des haies

Le prestataire pourra être amené à procéder à la taille de haie de type urbain ou de type rural. Ces interventions résultant du non respect de la réglementation par les propriétaires des terrains bordant la voirie ou les espaces publics se feront impérativement à partir du domaine public et les salariés devront être munis de l'arrêté municipal justifiant cette prestation.

ARTICLE 6 : CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

La surveillance de l'ensemble des travaux sera réalisée par le responsable du Service Technique de la Commune de Houpeville ou de son représentant. Ce dernier s'assurera du travail fait en vue de la réception des prestations. Il pourra intervenir à tout moment pour contrôler la bonne exécution des travaux et les conditions afférentes à la sécurité du chantier.

Toutes dépenses supplémentaires occasionnées par l'exécution non conforme des prestations (absence de nettoyage, ornières, dépôt de terres sur la voirie etc) ou en raison de dommages résultant de l'exécution des prestations (vitres cassées etc) seront prises en charge directement par le prestataire. Dans le cas où la Commune serait amenée à engager des dépenses pour les motifs précités, il sera procédé, outre à l'application des pénalités, à une retenue sur les décomptes du prestataire.

L'admission des prestations est effectuée à l'issue de la parfaite exécution de l'ensemble des prestations et après la réalisation des demandes éventuelles de mise en conformité.

ARTICLE 7 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

La Commune étant engagée dans une politique de gestion différenciée de ses espaces publics, le prestataire devra respecter les principes suivants.

7.1 : Maîtrise de l'Impact sur l'Eau

Bien qu'aucun captage d'eau ne soit présent sur le territoire de la Commune, une partie importante du territoire est concernée par le périmètre de protection éloignée des captages de Maromme. En outre, la Commune est située sur une aire d'alimentation de captage et dispose de nombreux points d'eau (mares, fossés, noues etc).

L'emploi de produits chimiques, polluants (hydrocarbures par exemple) constituant une menace potentielle pour le milieu naturel, le prestataire devra donc, pour les utiliser, préciser les modalités d'utilisation et de stockage afin de recevoir l'accord de la Commune.

Le prestataire utilisera obligatoirement des huiles végétales pour le fonctionnement de tous ses appareils et engins thermiques. Pour les hydrocarbures, il privilégiera des carburants biodégradables.

Aucun produit ou détritux polluants ne devra être déversé sur les sites ou dans les cours d'eau. En effet, conformément à l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2012, il est strictement interdit d'appliquer ou de déverser des produits phytosanitaires :

- Sur les avaloirs, caniveaux, bouches d'égout
- À moins d'un mètre des fossés, mares, bétoures, marnières, cours d'eau, collecteurs et bassins d'eau pluviales, points d'eau, puits, forages
- À moins de 5 mètres des bords de cours d'eau et plan d'eau permanents ou intermittents figurant en bleu sur les cartes IGN 1/25000^e

Si les présentes interdictions ne sont pas respectées, le prestataire prendra à sa charge toutes les conséquences juridiques et / ou financières inhérentes à une éventuelle pollution quelles qu'en soient les causes. Suivant la gravité de l'acte, le chantier pourra être arrêté sans mise en demeure et sans que le prestataire ne puisse faire valoir une quelconque réclamation.

7.2 : Maîtrise de l'Impact déchet

Le prestataire indiquera à la Commune le ou les sites de traitement et de valorisation des déchets et présentera l'autorisation qui en découle. Si, en cours de marché, quelles que soient les raisons, le prestataire est amené à changer de centre agréé, il pourra le faire après accord de la Commune mais sans prétendre pour cela à des plus values ou indemnités.

La filière de recyclage par compostage sera à privilégier au maximum pour les déchets. Le prestataire évitera autant que possible le mélange des déchets verts avec les déchets ménagers et assimilés.

Les déchets devront être évacués quotidiennement. L'entreprise aura à sa charge la mise en place éventuelle de bennes pour le stockage des déchets, le transport et leur évacuation. Un bon de suivi des déchets devra être fourni pour chaque dépôt au centre de traitement. Les évacuations devront être réalisées conformément à la législation et, en particulier, les déchets de type différents (déchets verts, DIB, DIS, etc.) devront être identifiés et transportés en fonction de leur catégorie vers les centres correspondants.

7.3 : Maîtrise de l'Impact bruit

Les outils bruyants doivent être conformes à la réglementation en vigueur. Ils doivent régulièrement faire l'objet de contrôles.

7.4 : Maîtrise de l'Impact odeur et air

Le prestataire à l'interdiction de faire du feu avec les déchets combustibles du chantier.

ARTICLE 8 : DÉROGATION AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

L'article 4.2 déroge à l'article 19 CCAG pour les Marchés Publics de Travaux

A

Le

Mention manuscrite « Lu et approuvé sans modification »

Signature et cachet